

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 220

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 17 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

Suppression de la hiérarchie

Gestion ouvrière

Groupes d'usine

L'ARMÉE contre le pays

EN vertu de la réquisition, les travailleurs de l'Électricité de France sont assimilés à l'armée, et celle-ci, du même coup, voit s'étendre à des milliers d'hommes la puissance de sa juridiction.

D'autre part, on a vu des soldats se substituer aux employés de la voirie et collecter les ordres ; ailleurs, ils étaient conducteurs d'autobus, receveurs, demain peut-être ils seront chauffeurs de locomotive aux côtés d'autres soldats sans uniforme qu'un simple décret placera sous la férule des adjudants.

C'est ainsi que l'on essaie de tuer dans l'œuf un vaste mouvement social qui, pour être victorieux, doit s'articuler sur les centres nerveux indispensables : transports, énergie.

La manœuvre est claire et il faut dénoncer l'attitude jésuite du Gouvernement, à qui une Constitution élastique donne le droit d'éteindre, par ces détours, des revendications élémentaires.

Mais il faut dénoncer, avec plus de vigueur encore, cette armée, mercenaire par essence, nécessairement réactionnaire, nécessairement opposée à tout renouveau social. En essayant de briser par la force les déferlements grévistes, elle veut blesser en même temps les espoirs de millions d'hommes, de femmes, d'enfants qui sont l'Espoir du pays. L'armée, ainsi que la police et le Gouvernement, sont en marge des lois, des vraies lois, celles qui contraignent irrésistiblement les exploités à une action revendicative forcément perpétuelle, puisque le progrès est lui aussi perpétuel.

Mais au sein du caractère permanent des rajustements de salaires aux possibilités de la production se grave une finalité sans laquelle la société serait vouée à une impensable paralysie. Cette finalité est la grève gestionnaire c'est-à-dire l'appropriation de moyens de production (déjà défendue par de nombreux minoritaires syndicaux, F.O., C.G.T., Cartel d'Unification Syndicaliste, etc...), au bénéfice de la communauté. Lorsque la grève simple se révélera incapable d'impulser la marche des hommes, de jouer son rôle d'élément-moteur de la société, la grève gestionnaire, libérée de toutes les entraves tissées par le réformisme, éclatera.

C'est alors qu'elle trouvera l'armée sur sa route, c'est alors qu'apparaîtra en pleine lumière le rôle des gouvernements qui auront tôt fait de découvrir dans l'arsenal de leurs lois des textes pénals justificatifs des plus sanglantes répressions.

Il faut donc, sans relâche, combattre le rôle odieux de l'armée, il faut combattre les grèves fragmentées qui usent inutilement les combattants de l'avvenir, il faut promouvoir l'union du peuple face aux gouvernements, par la généralisation des grèves à toutes les corporations, seul moyen de vouer à une définitive impuissance les obscurités survivances d'un passé révolu.



Lalutte ouvrière doit se livrer en dehors de l'absurde régime parlementaire

DEPUIS des générations, les anarchistes proclament l'absurdité du régime parlementaire, sans toujours se faire bien comprendre. Pourtant, le spectacle que nous offre actuellement le parlementarisme devrait convaincre ceux qui conservent encore quelques illusions à ce sujet.

Chacun sait comment les choses se passent au Parlement. Des hommes bien payés, appelés députés et sénateurs, discutent, bavardent, lisent les journaux, font leur correspondance, se lancent des injures à la tête et parfois quelques coups (ça ne va d'ailleurs jamais très loin et les accidents mortels continuent à être plus nombreux dans la mine qu'à la Chambre!). Tous prétendent représenter le peuple et parler dans l'intérêt de la Nation. Voici comment ils conçoivent cet intérêt. « Les revendications des travailleurs sont légitimes », disent-ils. Mais aussi-tôt ils ajoutent : « Oui, mais accordez ACTUELLEMENT une hausse générale des salaires si une folie, le déclenchement du cycle infernal, etc., et ça agraverait le sort des travailleurs ». Oui bien : « Le droit de grève est sacré ». Mais ils ajoutent : « Oui, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de grève politique, à condition que la grève ne s'exerce pas dans un secteur vital tel que Défense Nationale (sic), gaz, électricité, etc... »

Les socialistes sont particulièrement habiles dans ce jeu des justifications après coup et des tours de passe-passe. Un exemple : « Nous avons été obligés de voter les lois scélérates — disent-ils — à cause de l'obstruction des com-

munistes. Sans cette obstruction, nous aurions pu discuter, amender, et obtenir en définitive des lois moins scélérates » (sic). Puis, le lendemain, ayant oublié ce qu'ils ont dit la veille, ils s'écrient : « Grâce à notre action vigilante, le texte qui a été voté est bien plus acceptable que celui proposé par le gouvernement ». C'est ce qui s'appelle se foutre du monde. La chose devient encore plus tragique lorsqu'ils essayent de justifier les crédits militaires. « Défense de la liberté menacée par les Staliniens », disent-ils. En réalité, il faudrait être aveugle pour ne pas voir (et ce n'est pas porter atteinte au moral de l'armée que de le rappeler) que créé militaire égale crédit pour la guerre en Indochine, crédit pour la répression à Madagascar, etc., et qu'armée française signifie main-d'œuvre corvéable à merci (marche ou crève), pour déchirer les bateaux, vider les poubelles, conduire les autobus et renforcer la police dès que les travailleurs osent exprimer leur mécontentement. C'est pourtant clair, mais c'est à peine si on y fait attention tant on a l'habitude de ce genre de mauvaise foi. Comment s'étonner après cela que les travailleurs se jettent dans les bras du stalinisme, qui se fait le défenseur de lois plus libérales. Mais le remède n'est pas encore là. Car accélérates ou libérales, les lois lient servent jamais les intérêts des travailleurs. Toutes les améliorations économiques, toutes les libertés ont été conquises par les hommes en lutte contre l'oppression économique et politique. Elles n'ont jamais été octroyées par la seule volonté du prince ou du gouvernement, et les lois qui les reconnaissent ne sont venues qu'après coup, pour sanctionner un certain équilibre de force et pour limiter les dégâts. Mais dès que les hommes se reposent sur les lois et relâchent leur vigilance, ces conquêtes sont escamotées. La lutte alors doit reprendre.

Lutte tragique d'une majorité d'exploitaires contre une minorité d'exploitaires qui tiennent les leviers de commande. Que l'on appelle ça lutte de classe ou autrement, peu importe. Ce qui est clair, c'est que dans cette lutte, politiciens et parlementaires ne sont que des parasites, et qu'il faudra non seulement s'en débarrasser un jour, mais en même temps détruire les leviers de commande eux-mêmes pour éviter à de nouveaux venus la tentation de s'en emparer. Car alors, une fois de plus, tout sera à recomencer.

SAVOY.

Aux Auberges de la Jeunesse

Une solution de la crise ?

NOUS poursuivons cette semaine notre tour d'horizon sur des différentes positions à l'égard du projet de Fédération des Auberges de la Jeunesse qui passionne le mouvement ajiste français (!).

Après avoir reçu les déclarations de l'O.C.C.A.J. et de la L.F.A.J. nous sommes allé solliciter l'opinion des représentants de l'Union Française les Auberges de la Jeunesse.

Dans les vastes locaux du boulevard Haussmann, M. André Lecuyer, responsable de la formation des Pères Aubergistes et des questions juridiques nous accueille cordialement au nom de son organisation. Nous abordons d'emblée le problème qui nous préoccupe.

Quel est, à votre avis, le but visé par M. Morice sur son projet de F.F.A.J.? Pensez-vous, comme il le prétend, que le seul objectif est de réaliser « l'unité ajiste » ? Que pensez-vous de l'U.F.A.J. ?

Ce projet de F.F.A.J. nous apparaît comme une tentative de monopolisation des A.J. au profit d'un seul mouvement : le C.L.A.J.P.A. dont nous pouvons affirmer qu'il ne représente presque rien, tant par son nombre d'adhérents et la médiocrité de ses installations, que par l'importance minimale de son rayonnement sur les jeunes travailleurs qui continuent à nous accorder leur confiance.

En ce qui concerne l'unité ajiste, nous avons toujours été les défenseurs, L.U.A.J. après la libération et plus tard la fondation tendraient à réaliser cette unité.

Une Fédération véritable doit réaliser l'accord des mouvements de jeunesse et des techniques en un vaste organisme mettant les auberges à la disposition de tous les jeunes travailleurs.

L'Etat ne peut donner des fonds à un mouvement ne représentant qu'une idéologie particulière.

Le projet présenté par la C.M.A.A.J. a l'avantage de présenter un terrain d'accord entre toutes les familles spirituelles et les diverses conceptions de l'éducation.

Nous confions la gestion des auberges ouvertes, je l'ai déjà dit, à tous les jeunes travailleurs, à un organisme à caractère précis. Cette méthode de gestion réalise l'Union sur des bases techniques.

Ne pensez-vous pas que cette position nous rapprocherait d'une certaine tendance du C.L.A.J.P.A. présentée par Ballozier ?

Il est possible, que pour lui, cette position découle d'une réserve mentale, d'un opportunitisme de circonstance.

L'U.F.A.J. au sein du C.N.A.A.J. a participé le plus activement à l'étude de la forme de la future Fédération, sûre de l'appui de la quasi totalité des mouvements de jeunesse groupés dans l'U.P.O.J. Nous avons participé à la rédaction

(Suite page 2, col. 5.)

CERTAINS se sont étonnés que le « Libertaire », à l'encontre de la « grande presse », n'ait pas trouvé quelques colonnes à consacrer à cette question. La raison en est simple. Les anarchistes n'ont pas l'habitude d'user de démagogie et ils ne vont pas exprimer leur indignation sur la misère de telle classe sociale, dans le but d'en tirer profit (voir les « charitables » articles de « Combat », « Franc-Tireur », « Le Monde », le « Figaro », etc...). Si nous prenons la parole aujourd'hui, c'est d'une part pour éviter certains malentendus à nos camarades, pour leur permettre d'approfondir leur connaissance des milieux sociaux et, d'autre part, pour apporter par l'exposé et l'analyse de la solution anarchiste en ce domaine, une aide et un encouragement aux étudiants, qui depuis les moyens de la pression économique a donné une certaine conscience sociale et qui se tournent vers nos idées.

Nous allons tout d'abord, en guise d'introduction, aborder l'étude du point de vue auquel on se place généralement lorsque l'on s'occupe de ces questions. Ensuite, nous essayerons de dégager le véritable aspect du problème étudiant, ainsi que les critères d'une solution satisfaisante avec les moyens pratiques permettant d'aboutir à cette dernière. Nous verrons aussi ce que les étudiants anarchistes ont réalisé dernièrement.

Les pseudo-intellectuels

On ne peut traiter de la question étudiante en laissant de côté celle des intellectuels en général, pour la simple raison qu'elles sont confondues par la majorité des gens. En effet, vu du dehors, l'étudiant est un intellectuel. En conclusion, l'étudiant serait un être sans valeur révolutionnaire. Il est primordial de détruire cette croyance erronée et le moyen d'y parvenir est d'en dégager ses causes. Cela seul pourra permettre une compréhension réelle des faits que nous exposerons dans cette étude.

La racine du malentendu consiste pour une part en une généralisation hâtive, en une ignorance de la réalité. Reprenons le raisonnement ci-dessus et examinons-le de plus près : si on a approché tant soit peu le milieu étudiant, on

s'aperçoit qu'il contient autant d'erreurs que de propositions. En effet, tous les étudiants ne sont pas des intellectuels, tous les intellectuels ne sont pas des professeurs, il n'en reste pas moins vrai qu'il existe des étudiants, à la fois intellectuels et professeurs, et une distinction fondamentale s'impose entre les pseudo-

Pour la grève générale il faut donner la parole au prolétariat

AVEC l'expédition, chez les polichinelles perruqués de « Great Britain », du Auriol suivi de sa cour de cloportes d'ambassades, le pugilat des maquinons du Palais-Bourbon, qu'une bonne paire de calottes plus que de platoniques condamnations verbales de principe, suffirait à réfréner les velléités d'anti-chambre, amène une diversion pour le moins opportune au développement de l'affaire des généraux, reléguée à la trois, dont notre camarade Joyeux prévoyait l'étoffement progressif.

Pourtant les comptes rendus sanguinaires de journalistes payés à la ligne, n'arrivent pas à couvrir la colère prolétarienne qui gronde. Car les travailleurs sentent, avec cette clairvoyance instinctive que personne ne peut leur dispenser, que leur mouvement déclanché spontanément semble être voué à l'échec. L'espoir qu'ils fondaient en une généralisation de la grève, rencontrent la farouche opposition des centrales syndicales dont l'unique objet est d'exploiter les mécontentements, non pour les intérêts de leurs mandants, mais pour valoriser la monnaie de leur parti d'affiliation.

À ce sujet, le collage contre nature du comité intersyndical de coordination s'affrontent des intérêts de chapelles où la volonté de satisfaire aux modestes revendications des syndiqués est subordonnée au triomphe de la fraction d'origine.

En dépit du bon sens populaire, la grève ne s'élargit pas.

Malgré les communiqués hypocritement optimistes des cellulards de banlieue, il semble que les métallurgistes commencent à ne plus digérer les labours de sommet. On suppose que les événements inspireraient plus de décence aux adulateurs du Tsar bolcheviste. Au contraire, ils y trouvent un argument nouveau pour s'afficher plus cyniquement que jamais. Et l'on se demande si la passivité des prolos devant l'occupation de leurs usines par la police, n'a pas été prémeditée en haine, et ne sert en fin de compte les ronds-de-cuir du mouvement ouvrier.

Car, de ce fait, plus d'assemblées générales où chacun peut prendre la parole en vertu du droit de critique si « cher » au porroquet Monmousseau, mais des meetings « organisés » qui donnent aux bonzes patentés la possibilité de justifier de leur emploi, en ressassant les vieux cris guerrriers échappés des tiroirs verrouillés des étages supérieurs. Et c'est Alfred Costes, l'inéfable baveux, bien cravaté, qui vante à un auditoire passif les mérites de la lutte chauvine de la F.S.M. C'est Albert Carn, le laissé pour compte, répudié par le Comité Central comme un égoïste bourgeois, qui tente de se racheter en une péroration ou se retrouvent les lieux communs ébréchés de la propagande moscovite. Et c'est encore Decoigny de F.O., résolument réformiste, qui prend à témoins les travailleurs de

la Régie Renault sur la bonne foi des stratégies apolitiques de l'avenue du Maine. Aucun de ces clercs syndicaux n'aborde ou n'effleure le problème tabou de la grève générale, et il n'est certes pas dans leur intention de donner la parole aux intéressés. Nos dyna-

d'hôpital ! Mais nous entrons dans la lutte avec lui, telle est notre conception de la solidarité prolétarienne ».

La leçon de la grève des mineurs, de l'an dernier, est encore présente à notre mémoire. Ces camarades ne furent pas victorieux parce que nous ne sommes pas entrés à leurs côtés dans le combat opiniâtre qui les opposait à l'Etat-Patron.

Exploités, méditez cet exemple !

Il n'est peut-être pas trop tard. Impossez à vos bureaux syndicaux respectifs de lancer — sans ambiguïté — le mot d'ordre de grève générale. Nous savons à l'avance que ces pédants « éclairés » vous répondront que ce mot d'ordre ne sera pas suivi. Encore faut-il essayer.

Comment voiliez-vous que les travailleurs des différentes corporations prennent parti pour la grève générale et envoient la nécessité si leurs représentants, qui sont censés être à l'avant-garde, observent à cet égard un silence des plus suspects ?

Pour la grève générale ? La parole doit être donnée au prolétariat !

DU SYNDICAT POLITISÉ A L'ÉTAT, PATRON DE COMBAT

La bataille en ordre dispersé que livrent les travailleurs, le soutien sporadique de leurs troupes de choc, les métallos, par le gros des forces qui n'interviennent que pour pallier les défaillances, prouvent que la trahison est l'aliment indispensable à l'existence des centrales syndicales.

F.O., c'est la S.F.I.O. ; la C.F.T.C., c'est le M.R.P. ; le M.R.P. et la S.F.I.O., c'est le gouvernement et une fraction importante de sa majorité. Bien qu'elle ne passe pas démontée par des faits tangibles, cette collusion n'en est pas moins réelle. En effet, pour la grande masse la finalité de l'action syndicale ne peut que se concrétiser dans le parti politique, dans des lois dites sociales. La grève apparaît donc comme un moyen de forcer les gouvernements à prendre des mesures favorables aux classes laborieuses, en l'occurrence : augmentation des salaires du secteur public, ce qui force le patronat à suivre le même chemin. Par conséquent, la lutte sociale doit avoir pour prolongement nécessaire la lutte politique. Et la trahison de ce fait se transfigure au point de devenir une vertu civique.

Placées entre les impératifs politiques et la pression des travailleurs, ces centrales se trouvent dans une situation délicate. Elles s'adonnent à un jeu d'équilibre, cherchant à satisfaire leur clientèle de la base tout en veillant à ce que celle-ci ne laisse aller à des débordements préjudiciables à l'ordre établi. Il ne peut donc être question de grève générale illimitée, un tel mouvement risquant de les empêcher, et avec elle les gouvernements, à la favore d'un climat de révolution, effrayant de tous les réformistes.

L'attitude des dirigeants de la C.G.T., c'est-à-dire du P.C.F. étant la même, elle s'explique par les mêmes raisons. Cela n'a rien de paradoxal si l'on prend en considération que ce parti entend maintenir toute la structure étatique et sociale actuelle afin d'en faire son profit. Si demain il réussit à s'emparer des leviers de commande, De plus, une perpétuelle agitation (grèves tournantes), et dont le point culminant, mais savamment contrôlé et des limites « raisonnables », doit pouvoir, très probablement, coïncider avec la mise en route du P.A.M. et ainsi servir la politique du Kremlin.

Face à ce morcellement voulu d'une action qui doit être réconde si les travailleurs se décident à crever l'abcès politique contaminant le corps social en son entier, le gouvernement a encore la partie relativement belle.

Impunément, il se livre à des provocations : vote des lois scélérates, réquisition, augmentation envisagée des prix du sucre, du pain, refus d'importer à titre gratuit des pommes de terre d'U.S.A., alors que ce légume indispensable vaut quelque 20 à 30 fr. le kilo et que la soude entre l'ancienne et la nouvelle récolte s'avère difficile. Il invite le patronat à refuser les augmentations dépassant 5 % et donne l'exemple en brisant, par tous les moyens, jusque et y compris la force armée, les grèves qui suivent.

(Suite page 4, col. 5.)



Abonnez-vous

Nom : _____

<p

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Haute trahison

industriels réalisés par ces procédés hantement patriotiques seraient d'essence différente de ceux qui impulsent le commerce de la restauration de la bijouterie et du tourisme.

Ainsi gagnant de proche en proche, l'humble « travail » de nos « honnables » atteint de lumineux sommets tout constellés d'étoiles. Et les affaires tournent rond.

Clemenceau avait bien compris ce mécanisme. On lui avait conseillé de fusiller sir Bazil Zaharoff. Mais, soucieux de la grandeur du pays, il préfère le nommer grand-croix de la Légion d'honneur.

Le gouvernement de la IV^e République, conscient de cette tradition, a accordé la même distinction à Peyré, animateur des activités bénéfiques de l'honorables corporation des représentants du peuple.

Quant aux autres, les « saboteurs » qui se refusent à construire des canons ou à décharger ceux qui nous arrivent du pays de la « liberté », ils seront accusés de haute trahison et fusillés.

OLIVE.

Qu'on ne m'accuse pas de faire un jeu de mot facile : je constate tout simplement : une liste Tripier vient de sortir d'un million intestinal. Elle complète celle des « déjeuners » de Van Co et nous confirme que ces messieurs, venus des quatre coins du Palais-Bourbon, se mettent volontiers à table. Quoi de plus naturel ? L'instinct de la conservation doit-il être moins puissant chez ceux qui veillent aux immortelles destinées de la France que chez les autres, vous et moi ? Poser la question c'est y répondre et si je parle de « million intestinal », croyez bien que je n'affache aucun sens péjoratif à cette expression.

Tous les physiologistes vous diront que le rectum est aussi indispensable que le cœur et le cerveau. Or il se trouve que certains choisissent les fondements, d'autres les sommets. Les premiers prospèrent, les seconds végètent...

Ce qui n'empêche les puritains, les coupeurs de cheveux en quatre de se répandre en mots creux et sonores : trafic d'influence, mise à l'encre des consciences, concession, que sais-je encore ? Soyons sérieux.

On n'a encore jamais tant parlé d'honneur et de république que depuis le déclenchement de l'affaire ». Et Marianne peut proclamer bien haut : « j'ai eu Panama, Stavisky, la Cour des Comptes, les pneus, les haricots et le reste. Maintenant, à moi les généraux et à moi les étoiles ! Mon palmarès est éloquent, mon honorabilité inattaquable !

D'autre part la vente en gros et en détail de certain secret, de certain rapport intéressant la Défense nationale est absolument conforme au principe d'échange de bons procédés qui a toujours fait la force et la grandeur de notre pays. En 1939 on expédiait à M. Hitler de la minette de Lorraine, de la bauxite du Var. M. Bazil Zaharoff se fit un devoir d'armer les Français contre les Marocains et les Marocains contre les Français. On pourrait facilement citer des milliers d'exemples semblables et je ne vois pas du tout pourquoi les bénéfices in-

Gaston Leval est parti

Traqué par la police, notre camarade a dû quitter la France où sa liberté était en jeu.

Son crime ? Mobilisable, il n'a pas fait la guerre de 1914-1918, il n'a pas — comme tant d'autres — enrichi de son sang, de sa lâcheté et de sa bêtise, qu'elle a méconnus le plus souvent, et qui vomiraient de la voir, la France est le seul pays à s'être refusé après trente-six ans à pardonner le geste le plus élevé que puisse commettre un homme : rejeter la guerre ! (1)

Voici dans le domaine de la barbarie civilisée un record dont nous pouvons être fiers et que les Canaques doivent nous envier.

Bravo la France ! la France des Rêvers, Ramadier et Peyré !

Gaston Leval espérait que ces lions tomberont sous les yeux des inspecteurs chargés de lui, demande que cessent les tracasseries envers tous ceux l'ayant connu de loin ou de près, à son travail, à ses divers domi-

nies, devant le fléau qui les terrorise : la Révolution du peuple.

Une Assemblée sort des tripatouillages de la défaite : assemblée représentant les gros intérêts de la province, gros propriétaires fonciers, capitalistes de souche monarchiste et républicaine ; assemblée unie devant un Paris ouvrier en rébellion.

La proclamation des conditions d'armistice : 5 millions de francs-or de réparations, cession de l'Alsace-Lorraine, et le bivouac de l'armée prussienne aux Champs-Elysées, met le feu aux poudres.

Le 22 mars, Paris s'insurge. L'artisanat et le petit commerce écrasé par une fiscalité et une concurrence impitoyable tiendront une place de choix dans le combat et les sacrifices. Des Faubourgs Saint-Marcel, Saint-Jacques, Saint-Antoine, de Sainte-Geneviève, de Montrouge, de Belleville, de Montmartre, ils déferleront, mêlés aux ouvriers, aux employés, aux sans-travail, aux femmes, aux enfants, aux gardes nationaux.

Thiers, qui a sans conteste désiré ce soulèvement, pour mieux pouvoir le noyer dans une mer de sang, sort de Paris en révolte suivi de 1.500 soldats avec le plan d'y rentrer victorieux à l'aide d'une armée organisée.

Bismarck lui tendra la perche, 100.000 prisonniers seront rapatriés, nourris de scènes de viols, de banditisme, d'incendies, de meurtres perpétrés par une « bande d'énergumènes » excitant le peuple de Paris.

Et « Fourquier », comme le nommaient les communards, l'homme des grandes compagnies de chemin de fer et de charbonnages, pourra rassasier sa vengeance, froidement.

L'œuvre de la Commune

Le bon peuple de Paris était tout occupé à construire ses institutions. Il voulait supprimer l'exploitation du travail, organiser le crédit et les échanges pour que les investissements servent le progrès et non le brigandage et l'agio. Il voulait s'associer librement, réduire et faire disparaître l'obscurantisme religieux en créant l'instruction gratuite, laïque et intégrale.

Il voulait que la liberté de parole, la liberté de pensée soient sauvegardées dans la mesure où elles serviraient la justice sociale et la solidarité entre les hommes.

Que les services publics, les services de l'hygiène, de la statistique nécessaires dans un pays moderne soient municipalisés, que l'« caractère contre-révolutionnaire de l'armée permanente » disparaîsse en la convertissant en peuple armé.

Le Paris communard estimait que les principes qui président à l'organisation d'un groupe, d'une association, doivent être les mêmes pour l'ensemble d'une société, en dehors des maîtres, organes du Pouvoir central ou des Préfets organes exécutifs de l'Etat.

M. LAISANT,

(1) Nous ne nous livrerons pas à la plaisir de parler ici de cette pieuvre-dominante, faite pour le seul Maurice Thorez, en un temps où Saline et de Gaulle portaient des toasts et signaient des accords commerciaux et militaires.

Il suffirait à salir l'histoire.

Et les Avrial, Theisz, Sérallier, Jacques Durand, Franckel, Ostyn, Johan-

Trois mois d'espoir dans le monde

THIERS ET L'ARMISTICE

mies, devant le fléau qui les terrorise : la Révolution du peuple.

Une Assemblée sort des tripatouillages de la défaite : assemblée représentant les gros intérêts de la province, gros propriétaires fonciers, capitalistes de souche monarchiste et républicaine ; assemblée unie devant un Paris ouvrier en rébellion.

La proclamation des conditions d'armistice : 5 millions de francs-or de réparations, cession de l'Alsace-Lorraine, et le bivouac de l'armée prussienne aux Champs-Elysées, met le feu aux poudres.

Le 22 mars, Paris s'insurge. L'artisanat et le petit commerce écrasé par une fiscalité et une concurrence impitoyable tiendront une place de choix dans le combat et les sacrifices. Des Faubourgs Saint-Marcel, Saint-Jacques, Saint-Antoine, de Sainte-Geneviève, de Montrouge, de Belleville, de Montmartre, ils déferleront, mêlés aux ouvriers, aux employés, aux sans-travail, aux femmes, aux enfants, aux gardes nationaux.

Thiers, qui a sans conteste désiré ce soulèvement, pour mieux pouvoir le noyer dans une mer de sang, sort de Paris en révolte suivi de 1.500 soldats avec le plan d'y rentrer victorieux à l'aide d'une armée organisée.

Bismarck lui tendra la perche, 100.000 prisonniers seront rapatriés, nourris de scènes de viols, de banditisme, d'incendies, de meurtres perpétrés par une « bande d'énergumènes » excitant le peuple de Paris.

Et « Fourquier », comme le nommaient les communards, l'homme des grandes compagnies de chemin de fer et de charbonnages, pourra rassasier sa vengeance, froidement.

L'œuvre de la Commune

Le bon peuple de Paris était tout occupé à construire ses institutions. Il voulait supprimer l'exploitation du travail, organiser le crédit et les échanges pour que les investissements servent le progrès et non le brigandage et l'agio. Il voulait s'associer librement, réduire et faire disparaître l'obscurantisme religieux en créant l'instruction gratuite, laïque et intégrale.

Il voulait que la liberté de parole, la liberté de pensée soient sauvegardées dans la mesure où elles serviraient la justice sociale et la solidarité entre les hommes.

Que les services publics, les services de l'hygiène, de la statistique nécessaires dans un pays moderne soient municipalisés, que l'« caractère contre-révolutionnaire de l'armée permanente » disparaît en la convertissant en peuple armé.

Le Paris communard estimait que les principes qui président à l'organisation d'un groupe, d'une association, doivent être les mêmes pour l'ensemble d'une société, en dehors des maîtres, organes du Pouvoir central ou des Préfets organes exécutifs de l'Etat.

M. LAISANT,

(1) Nous ne nous livrerons pas à la plaisir de parler ici de cette pieuvre-dominante, faite pour le seul Maurice Thorez, en un temps où Saline et de Gaulle portaient des toasts et signaient des accords commerciaux et militaires.

Il suffirait à salir l'histoire.

Et les Avrial, Theisz, Sérallier, Jacques Durand, Franckel, Ostyn, Johan-

Malon, Varlin, Ferré, Vermorel, Flourens, quoique n'étant pas toujours d'accord sur le détail de l'organisation de la Commune, voulaient tous le même objectif : l'égalité économique, la liberté en dehors des codes de l'Etat et du Capital.

Mais Thiers ne l'entendait pas de cette oreille. Ce changement d'un monde perverti et vénal, cette destruction des racines nuisibles d'une société, la liquidation des institutions consacrant le parasitisme sous le vocable de propriété étaient pour lui la fin de la civilisation. L'écroulement d'un état de choses, la marchandise, l'injustice protégée par la loi et postulé par le Code, n'avaient plus de possibilités, représentant pour Thiers l'anarchie, le chaos. Il fallait donc y mettre bon ordre.

La répression

Et ce fut l'affreux massacre où le général Gallifet, spécialiste de l'exécution des prisonniers désarmés s'illustra en se baignant dans ses flots de sang.

Pendant la semaine sanglante, Victor Hugo devait s'écrier :

Quand je pense qu'on a tué des femmes

Qu'on a vu le matin des mains sorties

des fosses.

Le 29 mai, la troupe massacra un grand nombre de commandos au cœur du capital financier : la Bourse. Et nombreux furent pendus aux grilles.

À l'Ecole militaire, massacre à la mitrailleuse.

Aux Buttes-Chaumont et au Père-Lachaise, le général de Ladmirault fait exécuter 10.000 commandos et la « Siège » du 27 mai devait dire :

« Nos soldats ne font plus de quartier. »

La Cour Martiale du Châtelet, siégeant dans ce théâtre, juge par groupes de 15 et de 20. Gardes nationaux, civils, femmes, enfants de 15 à 16 ans, tout y passe.

La mort à la Révolte, la mort à la Révolution, la mort à la Liberté.

Ces groupes escortés par les chasseurs à pied sont exécutés dans la caserne Lobau où le crémation des mousquetaires retenu par salves.

Dans le jardin du Luxembourg, dans le Parc Monceau, devant la Tour Saint-Jacques s'ouvrent d'immenses fosses pleines de chaux vive. La Bourgeoisie en brûlant la chair des ouvriers espère brûler la Révolution.

La Saint-Barthélémy est une peccadille devant le forfait de Thiers.

Repu de sang, il a la conviction d'avoir déraciné les idées de l'international pour longtemps. Mais il n'avait fait que convaincre le prolétariat que le problème social ne se résoud pas seulement à coups de fusil, que l'éducation sociale permettra de remporter des victoires, dans l'avenir, en limitant le champ de la répression.

Ressaisissement

A partir de 1877, les ouvriers rompent le silence où l'horreur de la répression les avait plongés.

Ils organisent le 23 mai 1880, pour la première fois, une manifestation au Père-Lachaise pour commémorer le sacrifice des Communards.

Le gouvernement formé de radicaux et d'opposants s'oppose à ce que le cortège se forme en vertu de la loi monarchique du 7-9 juin 1848 frappant les attroupements.

Les de Freycinet et Clemenceau utilisent des lois que l'Empereur avait utilisées contre eux à l'époque où ils faisaient cause commune avec les ouvriers.

Malgré ses mouschards et son déploiement de forces policières, le Préfet de Police Andrieux ne put empêcher que des milliers de Parisiens viennent fleurir les tombes de leurs martyrs.

Ainsi se terminait une grande époque révolutionnaire, où pendant 72 jours le Peuple de Paris fut maître de ses destins, poussant sa probité, discutable, jusqu'à ne pas toucher les 3 milliards d'or de la Banque de France qui représentaient pourtant un moyen de pression inattendu pour amener le gouvernement versailles à réviser.

Ainsi terminait une grande lutte et un grand espoir, dont les enseignements ne devaient pas être perdus.

ZINOPoulos.

sieurs à pied sont exécutés dans la caserne Lobau où le crémation des mousquetaires retenu par salves.

Dans le jardin du Luxembourg, dans le Parc Monceau, devant la Tour Saint-Jacques s'ouvrent d'immenses fosses pleines de chaux vive. La Bourgeoisie en brûlant la chair des ouvriers espère brûler la Révolution.

La Saint-Barthélémy est une peccadille devant le forfait de Thiers.

Repu de sang, il a la conviction d'avoir déraciné les idées de l'international pour longtemps. Mais il n'avait fait que convaincre le prolétariat que le problème social ne se résoud pas seulement à coups de fusil, que l'éducation sociale permettra de remporter des victoires, dans l'avenir, en limitant le champ de la répression.

La répression

Et ce fut l'affreux massacre où le général Gallifet, spécialiste de l'exécution des prisonniers désarmés s'illustra en se baignant dans ses flots de sang.

Pendant la semaine sanglante, Victor Hugo devait s'écrier :

Quand je pense qu'on a tué des femmes

Qu'on a vu le matin des mains sorties

des fosses.

Le 29 mai, la troupe massacra un grand nombre de commandos au cœur du capital financier : la Bourse. Et nombreux furent pendus aux grilles.

À l'Ecole militaire, massacre à la mitrailleuse.

Aux Buttes-Chaumont et au Père-Lachaise, le général de Ladmirault fait exécuter 10.000 commandos et la « Siège » du 27 mai devait dire :

« Nos soldats ne font plus de quartier. »

La mort à la Révolte, la mort à la Révolution, la mort à la Liberté.

Ces groupes escortés par les chasseurs à pied sont exécutés dans la caserne Lobau où le crémation des mousquetaires retenu par salves.

Dans le jardin du Luxembourg, dans le Parc Monceau, devant la Tour Saint-Jacques s'ouvrent d'immenses fosses pleines de chaux vive. La Bourgeoisie en brûlant la chair des ouvriers espère brûler la Révolution.

La Saint-Barthélémy est une peccadille devant le forfait de Thiers.

Repu de sang, il a la conviction d'avoir déraciné les idées de l'international pour longtemps. Mais il n'avait fait que convaincre le prolétariat que le problème social ne se résoud pas

Chez RENAULT

QUELQUES milliers de travailleurs ont réussi non sans heurts à amorcer la quatrième semaine de grève. Le fameux cap du lundi a été passé.

Mardi dernier les ouvriers eurent la surprise d'une lettre circulaire de la direction qui les informait avec un humour quelque peu cynique que « la liberté du travail » serait respectée et que la radio leur annoncerait la réouverture des usines. Que signifie cette liberté ?

Nous le savons bien. Nouvelle formule « l'légalisée » tendant à contrer la liberté du droit de grève légalisée elle aussi.

Dès le lendemain, maîtrise en tête suivie d'une infime minorité de travailleurs les moins combatisants et parmi eux les traditionnels jaunes, rentraient au boulot.

La brèche était ouverte, jeudi le pourcentage s'aggrava.

Le comité central de grève au cours d'une réunion hâtive, décida de rentrer dans la boîte pour débrayer leurs camarades au boulot.

Nous étions malheureusement peu et à part quelques départs qui redébraieraient, cette action n'eut pas le succès escompté.

(Peut-être fut-il fallu mobiliser tous les travailleurs en lutte pour cette action !)

La direction contre-attaqua et pour rentrer le vendredi, il fallut avoir des laissez-passer verts délivrés par le bureau d'embauche.

La maîtrise (nous tenons à le souligner) se montra particulièrement odieuse allant jusqu'à racoler les travailleurs devant les portes de l'usine pour leur donner cette fameuse carte. Les travailleurs désorientés, le ventre creux, les poches vides, mais le crâne archi-bourré par la propagande tendancieuse de la presse, radio et tous autres moyens d'abrutissement faisaient la queue au bureau d'embauche pour y retirer ce précieux papier. Pendant ce temps les meetings se succédaient journallement. Les grands bonzes déplacés pour la circonstance et parmi eux Croizat, du sinistre mémoire, lui cosignataire de la fameuse loi antisabotage sur les houillères (loi n° 46-1072 du 17 mai 1946, J.O. n° 116 du 18 mai 1946, page 4872, titre V, article 32), l'apôtre du retrousser les manches, produire d'abord, revendiquer ensuite, etc. Ainsi que Costes, Lunet et autres « géniaux guides du prolétariat » déployèrent leur talent oratoire à regonfler le moral sérieusement atteint de leurs troupes.

Les autres leaders F.O., C.F.T.C., S.D.R. restèrent bien dans la ligne (l'unité appelle aux compromis), il ne fut question que de TENIR, TENIR, « ...jusqu'à la dernière patate » et autres sornettes du même genre.

Lundi du nouveau, les piquets de grève se sont renforcés, malgré les cordons de police et une partie des ouvriers écornerés par un tel déploiement de forces ne reprit pas le travail, ils se rendirent en masse, aux cris de : 3.000 fr.! vers le bureau d'embauche que C.R.S. et flics protégeaient. Quelques courtes bagarres eurent lieu, des pierres s'échangèrent, et les matraques s'abatirent une fois de plus sur le crâne des ouvriers. A signaler une belle marque de solidarité de quelques brutes sur le bâtiment travaillant sur un échafaudage et qui balancèrent quelques briques sur la gueule des flics.

Qu'avons-nous fait dans ce mouvement. Nos camarades anarchistes furent de tous ces accrochages défendant partout nos positions sur l'élargissement de la lutte, vendant le *Libertaire*, distribuant des tracts aux meetings et autres assemblées. Comme toujours la parole nous fut refusée, ce qui témoigne bien de la volonté délibérée des organisations syndicales unies pour le déclenchement de cette grève, mais non pour son élargissement aux autres corporations.

Cependant tout n'est pas perdu et nous faisons appel à tous nos camarades exploités pour l'extension immédiate de cette lutte déjà quelque peu compromise.

GIL.
du Groupe anarchiste Renault.

Revue de la Presse syndicale

Force Ouvrière publie un communiqué de la commission exécutive qui vaut que l'on s'y arrête :

« Après examen attentif de la situation d'ensemble, la Commission exécutive déclare une fois de plus fondée la revendication ouvrière de maïtrise des salaires. »

(Il est toujours bon de le rappeler, certains pourraient en douter.)

« Elle réitere que, de façon générale, les offres patronales sont insuffisantes au regard des besoins ouvriers et des marges des entreprises. »

Hou ! les méchants petits patrons !

« Concernant les conflits en cours, elle s'affirme convaincue de l'utilité de conversations entre les parties patronales et ouvrières. »

« Elle déclare aux travailleurs qu'ils ne se déconsidèrent d'aucune manière quand ils obtiennent des satisfactions par des moyens autres que la grève, laquelle reste cependant une arme indispensable aux mains du monde du travail. »

En clair, cela veut dire : faites-nous confiance, nous arrangerons « ça » et attendez que l'on vous dise de faire grève. C'est certainement en s'inspirant de ce communiqué que le syndicat F.O. des transports a ostensiblement trahi ses mandants qui pourtant, désiraient entrer dans le mouvement. Nous regretterons la confiance aveugle de ces derniers, qui sera en définitive la politique de leurs dirigeants.

Et plus loin :

« La Commission exécutive de la C.G.T.-F.O. se déclare prête, le cas échéant, comme le sont ses Fédérations, à des conversations qui contribueront à régler le problème actuel des accords de salaires entre les salariés les premières satisfactions qui leur sont indispensables, afin que puisse être abordée ensuite et dans les moindres détails la discussion des Conventions collectives qui reste notre objectif essentiel. »

Admirez le langage ! Nous aimerais savoir ce qui se cache derrière ces « premières satisfactions » ?

Quand donc les travailleurs rejettent-ils ces canailles, pour imposer eux-mêmes — leurs revendications à leurs patrons ?

Dans son éditorial, à propos du « scandale des généraux » le Combat Syndicaliste (C.N.T.) écrit :

« Mais ce scandale-ci prend un caractère tout particulier car s'y mêle le nom d'un secrétaire d'un confédération syndicale : Bouzanquet.

Bouzanquet n'est qu'un produit. Il est le résultat fatal, nécessaire d'une conception du syndicalisme, le syndicalisme réformiste, intégré dans l'Etat support de celui-ci.

Et il est normal qu'un Peyré, ami

des généraux, conservateur d'un empire à la France, ait été amené à soutenir Force Ouvrière en lui fournissant du riz d'Indochine parce qu'il faut opposer au mauvais syndicalisme de la C.G.T. (?) le bon syndicalisme de F.O.

Critique pertinente contre les bureaux de l'avenue du Maine, fossoyeurs du syndicalisme. Toutefois nous ne pensons pas que Bouzanquet soit à la proche du réformisme. C'est au contraire, selon nous, le réformisme de F.O. qui est un « produit » de Bouzanquet et de ses semblables. Car tout de même en toute franchise, il y a dans F.O. (1) des militants honnêtes, réformistes peut-être, mais sincères et désintéressés certainement. Le combat syndicaliste aurait mauvaise grâce de généraliser... En toute sympathie...

RECRUTEMENT

Il faut croire que la campagne de recrutement, menée par la C.G.T. n'est pas fructueuse. En dépit des vins d'honneur, des poguettes et des visites à domicile, les travailleurs boudent la centrale stalinienne. J. Racamond, le recruteur de service, nous dit dans *Le Peuple* :

« Il est devenu banal d'affirmer que l'influence de la C.G.T. est prépondérante, qu'elle recueille dans les élections 75,80 ou 100 % des suffrages. »

Banal en effet. Nous pourrions citer pour l'édition de Racamond, de nom

Pour la quinzaine du Libertaire : C.C.P. 5561-76 R. Joulin, Paris.

breuses entreprises dans lesquelles la C.G.T. n'atteint pas, et de loin, ce pourcentage.

Et il ajoute :

« Il est aussi fréquent de constater que le nombre des adhérents, malgré son importance, n'atteint pas toujours ce pourcentage. »

L'attitude des dirigeants célestes à l'égard de la grève de la métallurgie, ne favorisera, certes pas, le recrutement de la « grande » centrale. Et pourtant ce n'est pas faute d'avoir distribué des lentilles ou des patates comme de vulgaires épiciers en mal de réclame.

ATTENTION
A LA PELLENCOUITE

Dans la Nouvelle Tribune (C.G.T.-F.O.) Roger Lapeyre commente les effets ravageurs de la « pellencoûte », nouvelle maladie qui sévit actuellement dans la fonction publique.

Nous citons sans commentaire :

Connaissez-vous cette nouvelle maladie ?

Elle est pourtant en passe de devenir aussi célèbre que la psittacoze qui sévit en 1935.

Le docteur qui va lui donner la ve dette est le sénateur Pellen, ancien inspecteur général des P.T.T. ; elle peut être définie comme la tendance à considérer que toutes les misères de ce pays sont dues à l'énormité de certaines dépenses publiques.

M. Pellen tient essentiellement à se faire un nom dans la lutte contre le gaspillage des deniers publics : vol

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Le chômage c'est la santé du capitalisme libéral

D'APRES le « New-York Times », Truman aurait déclaré, le 15 février : « Un certain volume de chômage — disons trois millions à cinq millions de chômeurs aux Etats-Unis — est supportable. C'est une bonne chose que la recherche du travail se poursuive en tout temps. Cela est sain pour l'économie de la nation. »

C'est surtout très sain pour le capitalisme, qui a besoin d'un certain volonté de chômage pour imposer des salaires aux travailleurs.

Nous aimerais voir la tête de Monsieur Truman s'il était chômeur. Il nous plairait de l'avoir quelques instants devant nous, histoire de bien lui démontrer que son cynisme nous va droit au cœur.

On peut se demander si tous ces professeurs d'économie, qui s'expriment par la bouche de Truman, ont bien les pieds sur la terre. La production croît, dans tous les domaines, d'une façon si « alarmante » que ces graves mesures se demandent si on ne va pas vers une crise de surproduction, qui serait, paraît-il, insoluble. Mais au lieu de chercher à y remédier en développant la consommation, que proposent-ils ? Une rétention du pouvoir d'achat des masses, lesquelles, chacun le sait, n'ont pas pour habitude de théâtraliser.

Ainsi, comme nous l'avons déjà démontré — et nous n'y avons aucun mérite, car c'est enfantin — l'accélération de la production se retourne toujours, en régime capitaliste, contre l'ouvrier, et fait le jeu du patronat. Qu'on se reporte à 1945-46-47, qu'on se souvienne des slogans de cette époque : « Produire d'abord », lancés par les dirigeants de la C.G.T.; qu'on se rappelle les batailles difficiles de ces années où ils nous traitaient de saboteurs,

où nous étions SEULS face à la meute déchainée, et on verra alors jusqu'à quel point le prolétariat a été magnifiquement cocufié. Ajoutons pour mémoire, qu'à l'époque, les actuels dirigeants de F.O. aboyaient avec les staliniens. Ils ont aujourd'hui tout à fait bonne mine !

par Fernand ROBERT

Tout le monde est servi. Il y a trop de tout, mais, malgré les belles promesses, la condition ouvrière s'aggrave, le chômage augmente, et on nous présente que cela est nécessaire, que cela est « sain ». Avis aux amateurs de remonté.

Nous avons déjà dit que le chômage,

c'est, comme la guerre, la santé du capitalisme libéral.

Pour résorber les « excédents » de production, nos économistes distingués, dont le plus fort en thème est plus bête que le dernier des alaphabètes, se divisent en partisans du « plein emploi »,

permettant de s'offrir le nécessaire en quantité suffisante, et le superflu également. C'est, aujourd'hui, trente mille francs au moins par mois. Il faut revoir rapidement aux quarante heures.

De bons esprits diront que nous assistons aux contradictions du capitalisme, qui se dévore lui-même, et qu'il n'y a qu'à attendre sa fin.

Quelle bonne blague ! Il y a longtemps que nous l'attendons. Et Truman nous avertit : le capitalisme nous crever avant lui.

Si nous voulons en sortir, si nous ne voulons pas revoyer ces longues cohortes de mendians nationalisés qui sont les chômeurs, il faut se battre immédiatement.

Plein emploi, c'est-à-dire réduction de la durée du travail, d'accord. Mais avec un pouvoir d'achat maximum.

LA GREVE EXPROPRIATRICE est une nécessité pour les cheminots

Le fameux cartel F.O.-C.F.T.C.-Cadres avec la complicité de la direction de la S.N.C.F. a encore une fois protégé le bien maigre — pourtant — élan des cheminots qui reprenaient courage après les magnifiques débrayages des métallos et des gars de la R.A.T.P.

Juste au moment où le mouvement des grèves semblait vouloir prendre l'ampleur d'un nouveau juin 1936, une circulaire était affichée dans tous les centres de la S.N.C.F. annonçant qu'un accord était intervenu entre le Cartel F.O.-C.F.T.C.-Cadres et la direction, accordant aux cheminots un os qui, tout compte fait, passera presque inaperçu dans les budgets familiaux.

D'après le célèbre Cartel « des carpes et des lapins » nous devons être satisfaits.

D'un autre côté la maison Tournemaine, toujours soucieuse de travailler pour le grand parti des masses, n'a pas jugé le moment propice à une action quel que soit. D'où la victoire Pierre-Sémard qui squatte un peu du changement de tactique des anarchistes et qui ne veut rien lenter actuellement par crainte d'être débordé par les événements. Le fils du peuple ne parviendra pas à Toto de lancer un mouvement qui ne tournerait pas à l'avantage exclusif du P.C.

Tous les cheminots ont donc encore une fois pu constater l'éccentricité attitude des syndicats, qui se préoccupent toujours des avantages de la politique.

Nous lisons la semaine dernière dans une feuille du syndicat de notre « Lib » : « Les travailleurs en grève doivent exiger des centrales syndicales l'extension du mouvement à toutes les corporations. »

C'est pour cela que nous appelons à l'action tous les cheminots anarchistes luttant dans les différentes centrales pour :

— l'indépendance du syndicalisme dans l'unité retrouvée ;

— la grève expropriatrice ;

— la suppression de la hiérarchie ;

— et l'organisation, d'un comité national de gestion, des comités régionaux et locaux, où seuls les travailleurs du rail auront le droit de gérer eux-mêmes les chemins de fer.

Le groupe anarchiste des cheminots aura l'occasion de revenir en détail sur ces questions.

Raymond BEAULATON.

L'ETAT, PATRON DE COMBAT

(Suite de la première page)

gissent dans son secteur. Pour se justifier, il est à l'avant-garde de la réaction ; il est le patron de combat par excellence. Pour se justifier, il brandit le sceptre de l'inflation et nous annonce une circulation fiduciaire de quelque 1.400 milliards, mais se garde bien de nous expliquer pourquoi certains patrons dans l'industrie laitière en particulier, ont accordé à 10 à 12 % d'augmentation, sans que les prix s'en ressentent.

Après avoir officiellement libéré les salaires, il met tout en œuvre, par des voies détournées, pour rétablir le blocage, et au même moment, augmente les taxes, les impôts, poursuit sa politique d'armement et de guerre sous le prétexte insidieux de « sauver la République » et de maintenir une économie qui justement agonise de l'écart scandaleux entre les salaires et les prix.

Haro sur les S.N.C.F. et les cheminots, en oubliant que c'est en France que l'indépendance du syndicalisme est si des chantiers ferment, l'indemnité de chômage n'existe pas ?

Haro sur les Services publics et les fonctionnaires.

Il faut licencier, licencier toujours, licencier encore, et surtout, arrêter le recrutement.

Pensez-vous que M. Pellen a étudié les mesures tendant à alléger la machine administrative, a proposé au Parlement une méthode de travail qui qui permettrait de savoir si les textes votés peuvent être appliqués, sans faillances supplémentaires ?

Certes pas ; il faut à M. Pellen du spectacle...

C'est la « campagne » qui compte et l'état d'esprit qui doit être créé au sein de l'opinion publique : Sus aux fausses déclarations de notre « Lib » !

Et c'est ainsi que le gouvernement est mis en demeure de faire 75 milliards d'économies ; les pellenquistards se moquent de l'opinion publique quand ils lui font croire que 75 milliards d'économies peuvent être faites sur les dépenses civiles.

Les travailleurs se font des politiques, qui doivent donner le coup d'épée nécessaire au démarrage de la grande grève générale.

Les travailleurs ont l